

Hérault

ARRETE MUNICIPAL N°2024/10

CIRCULATION ET STATIONNEMENT INTERDITS

Le Maire de COURNONTERRAL:

- VU les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3, du Code des Collectivités Territoriales, relatifs aux pouvoirs de police du Maire.
- VU le Code de la Route et notamment les articles R 411-3 et R 411-25, Article L 115-1 du code de la
- VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents ;
- VU la demande de l'entreprise Eiffage route Méditerranée pour des travaux de réfection de trottoir au 2 avenue du 8 Mai 1945.
- Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de neutraliser provisoirement le stationnement et la circulation dans la voie publique suivante :

2, AVENUE DU 8 MAI 1945

ARRETE

ARTICLE 1: L'autorisation est donnée à l'entreprise Eiffage route Méditerranée d'interdire la circulation et le stationnement 2, Avenue du 8 Mai 1945 pour des travaux de réfection de trottoir le 31/01/2024 de 08h00 à 18h00. La circulation pourrait être coupée le temps des travaux.

ARTICLE 2: La responsabilité de Eiffage route Méditerranée sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait de la conséquence de la présente réglementation.

ARTICLE 3 <u>Eiffage route Méditerranée</u> restera responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de l'existence et de l'exploitation des conduites, des canalisations et des ouvrages.

ARTICLE 4: Les demandeurs devront se conformer à toutes dispositions ou obligations réglementaires non prévues par le présent arrêté.

ARTICLE 5 : Les demandeurs ne pourront, sous peine de sanctions, occuper le domaine public ou privé défini ci-après, qu'en possession du présent arrêté, ainsi que de l'éventuelle autorisation rectificative d'occupation.

ARTICLE 6: Les prescriptions au présent arrêté seront rappelées par la pose de barrières installées et un panneau d'interdiction de stationner et de circuler qui seront mis en place par l'entreprise Eiffage route Méditerranée.

<u>ARTICLE 7</u>: Les demandeurs devront afficher en permanence, visible du domaine public, le présent arrêté et les éventuelles autres autorisations, qui devront pouvoir être produites à toutes réquisitions des Services de Police, de Gendarmerie et ceux de la Ville.

ARTICLE 8 : Les infractions aux dispositions qui précédent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 9 : Eiffage route Méditerranée devra informer le service de la Police Municipale de toutes modifications pouvant survenir durant la présente autorisation.

ARTICLE 10: Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11: A défaut de respect des conditions ci énoncées, la présente autorisation est pour tout ou partie révocable à tout moment.

ARTICLE 12: Le Maire et les Agents de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 13 : Ampliation de cet arrêté sera transmise à :

Au chef de la Police Municipale Au Service Technique Au Chef de corps des Sapeurs-Pompiers A Eiffage route Méditerranée

> Fait à COURNONTERRAL, LE 23/01/2024 LE MAIRE, William ARS



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le present acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressés au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Certifié exécutoire compte tenu de la publication à Cournonterral.